

**VU** la Constitution ;

**VU** la Charte de la Transition ;

**VU** le décret n° 2014-001/PRES-TRANS du 18 novembre 2014 portant nomination du Premier Ministre ;

**VU** le décret n° 2015-892/PRES-TRANS/PM du 19 juillet 2015 portant remaniement du Gouvernement ;

**VU** la loi n°010-2013/AN du 30 avril 2013 portant règles de création des catégories d'établissements publics ;

**VU** le décret n°98-533/PRES/PM/METSS du 31 décembre 1998 portant attributions, organisation et fonctionnement d'un Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE) ;

**VU** le décret n°2008-237/PRES/PM/MJE/MEF du 08 mai 2008 portant érection du FAPE en fonds national de financement ;

**VU** le décret n° 2013-1067/PRES/PM/MJFPE du 20 novembre 2013 portant organisation du Ministère de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi ;

**VU** le décret n° 2014-610/PRES/PM/MEF du 24 juillet 2014 portant statut général des Fonds Nationaux ;

**VU** le décret n° 2015-145/PRES-TRANS/PM/SGG-CM du 09 février 2015 portant attributions des membres du Gouvernement ;

**Sur** rapport du Ministre de la Jeunesse, de la Formation Professionnelle et de l'Emploi ;

**Le** Conseil des Ministres de la Transition entendu en sa séance du 20 mai 2015 ;

**DECRETE**

**ARTICLE 1 :** Sont approuvés les statuts particuliers du Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE), Etablissement Public de l'Etat, dont le texte est joint en annexe au présent décret.

**ARTICLE 2** : Sont abrogées les dispositions antérieures contraires, notamment le décret n°2008-238/PRES/PM/MEF du 08 mai 2008 portant adoption de statuts particuliers du Fonds d'Appui à la Promotion de l'Emploi (FAPE).



**Article 4** : Le Ministre en charge de l'emploi est chargé essentiellement de veiller à ce que les activités du FAPE s'insèrent dans le cadre de la politique sectorielle du département en matière d'emploi.

**Article 5** : Le Ministre en charge des finances est chargé essentiellement de veiller à ce que l'activité du Fonds s'insère dans le cadre de la politique financière du gouvernement et que la gestion soit la plus saine et la plus efficiente possible.

**Article 6** : Le FAPE est administré par un Conseil d'Administration qui est tenu d'adopter :

1. Dans les trois (03) mois avant le début de l'exercice budgétaire :

- les programmes d'activités ;
- le plan annuel de l'auditeur interne ;
- les comptes prévisionnels de recettes et de dépenses ;
- le programme de financement des investissements ;
- les conditions d'émission des emprunts.

2. Dans les quatre (04) mois suivant la clôture de l'exercice :

- les états financiers et le rapport de l'auditeur interne ;
- les rapports d'activités ;
- le rapport de gestion du Conseil d'Administration ;
- un rapport annuel sur les problèmes rencontrés dans le fonctionnement du FAPE.

**Article 7:** Le Président du Conseil d'Administration est tenu de transmettre à chaque ministre de tutelle pour observations, le compte rendu ainsi que les délibérations adoptées dans un délai maximum de vingt et un (21) jours après chaque session du Conseil d'Administration.

La transmission du compte rendu n'exclut pas la production d'un procès-verbal détaillé qui sera adopté par le Conseil d'Administration et archivé au sein du FAPE pour toutes fins utiles.

**Article 8** : Les délibérations du Conseil d'Administration du FAPE deviennent exécutoires, soit par un avis de non opposition des ministres de tutelle, soit par l'expiration d'un délai de trente (30) jours à partir de la date de dépôt desdites délibérations aux cabinets des ministres.

En cas d'opposition, l'exécution de la délibération mise en cause est suspendue.

Toutefois, les délibérations relatives à l'émission des emprunts et au placement

des disponibilités ne peuvent devenir exécutoires qu'après approbation expresse du ministre en charge des finances.

### **TITRE III : DES ATTRIBUTIONS DU FAPE**

**Article 9** : Le FAPE est chargé :

- de promouvoir la création d'emplois et de consolider ceux existants par l'appui aux projets ;
- d'accorder les concours nécessaires à la mise en œuvre des projets sélectionnés pour financement ;
- d'assurer le recouvrement des fonds alloués aux promoteurs ;
- de rechercher les financements et d'en assurer la gestion.

**Article 10** : Le FAPE peut en outre :

- appuyer les dossiers de prêts des promoteurs auprès des institutions financières de la place à travers un fonds de garantie ;
- entreprendre toute initiative susceptible de promouvoir les activités des promoteurs qui auront reçu son appui ;
- examiner et mettre en œuvre toutes mesures d'accompagnement jugées utiles aux concours qu'il apporte aux promoteurs notamment par la formation, le suivi et l'encadrement des bénéficiaires des prêts.

### **TITRE IV : DES RESSOURCES DU FAPE**

**Article 11** : Les ressources du FAPE sont constituées par :

- le transfert de toutes les disponibilités et créances du Fonds National pour la Promotion de l'Emploi (FONAPE) ;
  - les subventions budgétaires de l'Etat ;
  - les produits générés par son activité ;
  - toutes contributions financières nationales ou extérieures mobilisées à cet effet ;
- les dons et legs.

**Article 12** : Les disponibilités du FAPE sont déposées au Trésor Public ; toutefois, elles peuvent être déposées dans des comptes ouverts dans les banques de la place sur autorisation expresse du Ministre chargé des Finances.

### **TITRE V : DE L'ORGANISATION ET DU FONCTIONNEMENT DU FONDS D'APPUI A LA PROMOTION DE L'EMPLOI**

**Article 13** : Les organes d'administration et de gestion du FAPE sont :

## **1. De la composition du Conseil d'Administration**

**Article 14** : Le Conseil d'Administration du FAPE se compose de membres administrateurs et de membres observateurs.

Les membres administrateurs sont composés ainsi qu'il suit :

- un (01) représentant du Ministère chargé de l'Emploi ;
- un (01) représentant du Ministère chargé des Finances;
- un (01) représentant du Ministère chargé du Commerce ;
- un (01) représentant du Ministère chargé de l'Agriculture ;
- un (01) représentant du Ministère chargé des Ressources Animales ;
- un (01) représentant du Ministère chargé des Infrastructures ;
- un (01) représentant du Secrétariat Permanent des Engagements Nationaux ;
- un (01) représentant du personnel du FAPE.

Les membres observateurs sont composés ainsi qu'il suit :

- un (01) représentant de la tutelle financière relevant de la structure chargée du suivi des fonds nationaux ;
- un (01) auditeur interne.

**Article 15** : Les administrateurs représentant l'Etat sont désignés sur proposition du ministre de la tutelle technique. Les autres administrateurs sont désignés suivant les règles propres à leur structure. Cette désignation est entérinée par décret pris en conseil des ministres.

**Article 16** : La durée du mandat d'administrateur est de trois (03) ans renouvelable une (01) fois.

En cas de cessation de fonction d'un administrateur pour quelque motif que ce soit, il est pourvu à son remplacement dans les mêmes conditions pour la durée du mandat restant à courir.

**Article 17** : Nul administrateur ne peut être membre à la fois de plus de deux (02) conseils d'administration de fonds national.

**Article 18** : Ne peuvent être administrateurs au titre de l'Etat les présidents d'institutions, les membres du gouvernement, les représentants des corps de contrôle de l'Etat, les directeurs de cabinet et les chefs de cabinet ministériels.

**Article 19** : Les administrateurs ne peuvent pas déléguer leur mandat. Cependant,









**Article 34** : Le Conseil d'Administration du FAPE peut déléguer ses pouvoirs sauf dans les matières suivantes :

- Article 35** : Les membres du Conseil d'Administration du FAPE bénéficient d'une indemnité de fonction annuelle dont le montant est fixé par Résolution de l'Assemblée Générale des Etablissements Publics de l'Etat.

Outre l'indemnité de fonction dont il bénéficie, le président du conseil d'administration a droit à une indemnité mensuelle forfaitaire dont le montant est fixé par Résolution de l'Assemblée Générale des Etablissements Publics de l'Etat.

**Article 36** : La prise de participation sous quelque forme que ce soit dans le capital de sociétés créées ou en création par le conseil d'administration du FAPE doit requérir une autorisation préalable du ministre en charge des finances.

**Article 37** : Les administrateurs sont responsables devant le conseil des ministres. Ils peuvent être révoqués pour juste motif notamment pour :

- absences répétées et non justifiées aux réunions du Conseil d'Administration ;
- non tenues des sessions annuelles obligatoires ;
- adoption de documents faux, inexacts ou falsifiés ;
- adoption de décisions dont les conséquences sont désastreuses pour les finances du Fonds ou contraires aux intérêts de celui-ci.

**Article 38** : La révocation des administrateurs est prononcée par décret pris en conseil des ministres sur proposition d'un des ministres de tutelle.

## CHAPITRE 2 : DU COMITE DE PRET

**Article 39** : Il est créé au sein du FAPE par délibération, un comité de prêt composé du





**Article 51** : Encourt également une sanction pénale, le Directeur Général qui, de mauvaise foi, fait des biens ou du prêt du FAPE, un usage qu'il s'est octroyé, contrairement à l'intérêt du FAPE, à des fins personnelles, matérielles ou morales, ou pour favoriser une autre personne morale dans laquelle il est intéressé, directement ou indirectement.

**Article 52 :** Les structures relevant de la Direction Générale du FAPE sont :

- la direction des ressources humaines ;
- la direction des finances et de la comptabilité ;
- la direction des études;
- la direction du recouvrement et du contentieux ;
- la personne responsable des marchés ;
- le contrôleur de gestion.

## CHAPITRE 4 : DU REGIME FINANCIER ET COMPTABLE

**Article 53** : Les modalités de gestion financière et comptable du FAPE sont fixées conformément aux dispositions de la comptabilité spécifique aux fonds nationaux.

Il est dérogé aux dispositions du règlement général sur la comptabilité publique par décret pris en conseil des ministres sur proposition du ministre chargé des finances.

**Article 54 :** Les états financiers annuels accompagnés du rapport d'activités, sont soumis par le Directeur Général du FAPE au Conseil d'Administration au plus tard le 31 mars de l'année suivant la clôture de l'exercice.

**Article 55:** Les états financiers et le rapport annuel de l'auditeur interne sont soumis à la Cour des Comptes par le Conseil d'Administration, dans les six (06) mois suivant la clôture de l'exercice.

**Article 56 :** Les états financiers annuels du FAPE sont soumis à la certification d'un commissaire aux comptes nommé conformément aux dispositions législatives et réglementaires.

**Article 57** : Le commissaire aux comptes est nommé par le conseil d'administration pour un mandat de trois (03) exercices sociaux renouvelable une (01) fois. Il perçoit des honoraires dont le montant est fixé par le conseil d'administration.

## TITRE VI : DU PERSONNEL

**Article 58 :** Le personnel du FAPE comprend :

